

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES  
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société ICPF  
à PARAY-le-MONIAL

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 2012193\_0005

VU le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement et notamment l'article L.514-1,

VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1934 autorisant la Société ROLLIN et DUPRET à exploiter une usine de créosotage et d'entaillage de traverses de chemins de fer au lieu-dit "Les Eaux Mortes" sur la commune de Paray le Monial,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°05/106/2-3 en date du 13 janvier 2005,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2006/3015 en date du 19 octobre 2006,

**CONSIDERANT** que la visite d'inspection du 15 mai 2012 a mis en évidence l'absence de système de traitement des eaux pluviales avant rejet,

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pas respecté certaines dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°05/106/2-3 susvisé, notamment en ce qui concerne l'article 3,

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pas respecté certaines dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2006/3015 susvisé, notamment en ce qui concerne l'article 5,

**CONSIDERANT** que, selon l'article L514-1-I du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

**ARTICLE 1er :**

La société ICPF dont le siège social est situé 68, quai de l'industrie 71600 Paray-le-Monial est mise en demeure de respecter, pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de PARAY LE MONIAL, les prescriptions définies à l'article 2 du présent arrêté.

## ARTICLE 2

L'exploitant est tenu de :

| Référence de la prescription   | Délai  |
|--|--------|
| Respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°05/106/2-3 du 13 janvier 2005 (Les eaux pluviales ruisselant sur les zones de stockages, voies de circulation, aires de stationnement présentant un risque de pollution par lessivage doivent être collectées et traitées avant rejet par des dispositifs aptes à retenir les polluants considérés). | 6 mois |
| Respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2006/3015 du 19 octobre 2006 (L'exploitant procédera au contrôle semestriel de la qualité des eaux pluviales de ruissellement)   | 6 mois |

## ARTICLE 3

En cas d'inobservation des dispositions des articles 1 et 2, il pourra être fait application des procédures à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

## ARTICLE 4

La présente décision ne peut être contestée qu'au tribunal administratif de DIJON :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation concernée présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211.1 et L.511.1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la présente décision leur a été notifiée.

## ARTICLE 5

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de Paray-le-Monial, Mme la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne, unité territoriale de Saône-et-Loire, à MACON.

Mâcon, le

11 JUL. 2012

Le préfet

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Alexandre PITON